



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/12/2025

Reçu en préfecture le 17/12/2025

Publié le 23/12/2025

ID : 045-214502858-20251215-DELIB2025674-DE

S<sup>2</sup>LO



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques  
Direction régionale des Finances Publiques du  
Centre Val de Loire et du département du Loiret  
Pôle d'évaluation domaniale

Cité administrative Coligny – BAT P3  
131 rue du Faubourg Bannier  
CS 54211  
45042 ORLEANS Cedex 1  
Téléphone : 02 18 69 53 12  
Mél. : drfip45.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

**POUR NOUS JOINDRE**

Affaire suivie par : Martine FRITSCH  
Téléphone : 02 18 69 53 04  
courriel : martine.fritsch@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 23941797

Réf. OSE : 2025-45285-32543

Le 06/05/2025

La Directrice régionale des Finances  
publiques du Centre Val de Loire et du Loiret

à

COMMUNE DE SAINT JEAN DE LA RUELLE

## LETTRE VALANT AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

Objet : Cession amiable – espace vert en limite de propriété.

Par saisine en date du 29/04/2025, vous sollicitez l'avis du pôle d'évaluation domaniale, quant à la cession par la commune de Saint Jean de la Ruelle, au profit d'un riverain, d'un terrain d'environ 20 m<sup>2</sup>, au sein du domaine public non cadastré, voisin de la parcelle cadastrée AM n° 521.

Le terrain est situé entre la propriété sis au 2A rue Olympe de Gougues et un alignement d'arbres le long de la voie publique, sur la commune de Saint Jean de la Ruelle.

La bande de 1,5 m de large en nature de talus enherbé est un ancien espace vert qui va faire l'objet d'un déclassement et d'une désaffectation du domaine public.

En conséquence, s'agissant d'une parcelle en nature réelle de jardin, une **valeur vénale de 880 €, soit 44 € HT/m<sup>2</sup>**, peut être retenue.

Le présent avis est valable un an.

Pour la Directrice régionale des Finances publiques,  
et par délégation,

Martine FRITSCH

Inspectrice des Finances publiques

*L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.*